

L'outil d'analyse de distribution d'impact (DIA) pourrait être utilisé comme source de données chaque fois que d'autres sources (données nationales, régionales et locales) ne sont pas disponibles pour vérifier si les résultats escomptés (liste - référence au cadre logique) ont, dans une large mesure, bénéficié aux 40% les plus pauvres en termes de revenu ou de richesse, ou aux groupes, ménages et individus défavorisés visés par le projet. L'analyse d'impact peut également être réalisée au début de la phase de mise en œuvre pour a) localiser les lieux où vivent les personnes les plus vulnérables et les cibler géographiquement ; b) identifier les principaux facteurs d'inégalité (par exemple, les raisons pour lesquelles les personnes n'ont pas accès à certains services) ; c) mettre en évidence les intersectionnalités (par exemple, les 40% les plus pauvres qui sont des femmes, des enfants, etc.).

5.2 Evaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale seront effectuées pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants contractés par la Commission. L'évaluation à mi-parcours sera réalisée pour tirer des enseignements, notamment dans le cadre de la mobilisation des recettes. L'évaluation finale sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), et tenant compte notamment le fait que cette action représente une modalité d'intervention nouvelle dans la coopération au Bénin, et l'intérêt stratégique de l'UE d'y investir pour le long terme.

L'évaluation de cette action peut être réalisée individuellement ou au moyen d'une évaluation stratégique conjointe des opérations d'appui budgétaire menées avec le pays partenaire, d'autres prestataires d'appui budgétaire et les parties prenantes concernées.

Le plan d'évaluation ou une composante de l'évaluation examinera la distribution de l'impact des activités réalisées sur les 40% des bénéficiaires les plus défavorisés, en s'appuyant en particulier sur l'outil d'analyse de la distribution d'impact.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.